

fois signalée. Les représentants du Gouvernement indien au Canada et aux États-Unis ont signalé que la famine menace des millions de citoyens de l'Inde, que, dans certaines régions, la ration a été réduite de 12 onces de céréales par jour à 9 onces, et même, en certaines régions, à 6 onces.

Je le répète, le Gouvernement, les membres du Parlement et la population du Canada sont parfaitement au courant de la situation. Aussi, ne puis-je comprendre pourquoi le Gouvernement n'a pas eu la générosité d'aider l'Inde alors qu'elle est dans le besoin. D'autres pays ont pris des mesures. La Grande-Bretagne, malgré ses privations, a trouvé moyen, dès le mois d'octobre, de faire parvenir à l'Inde 42,480 tonnes de blé qu'elle avait acheté en Australie. Non seulement elle s'est privée de ce blé mais elle a même fourni les navires pour qu'il soit transporté à l'Inde. Sans trop réussir jusqu'ici dans leurs efforts pour venir en aide à l'Inde, les autorités des États-Unis ont néanmoins fait leur devoir en demandant au Congrès d'adopter une loi en vue de l'expédition de deux millions de tonnes de blé à l'Inde.

Nous avons appris récemment que la Chine entend fournir un million de tonnes de céréales alimentaires en plus de 50,000 tonnes de riz. Même la Russie fournit 50,000 tonnes de vivres et le premier ministre de l'Inde a dit qu'il espérait obtenir en tout un demi-million de tonnes de vivres. Comme le Canada produit des vivres en excédent, il est parfaitement en mesure de se montrer généreux envers l'Inde.

Certes, notre situation ne nous oblige pas à laisser à la Grande-Bretagne, à la Chine, à la Russie le soin d'apporter l'aide voulue ni à compter sur les États-Unis. Même si ce n'est que pour des motifs humanitaires, un pays chrétien comme le nôtre devrait être disposé à venir à l'aide d'êtres humains, dans quelque pays que ce soit, qui éprouvent les difficultés où se trouve la population de l'Inde. A l'appui de ce que je réclame, j'ai reçu, comme d'autres collègues, je crois, une lettre émanant du bureau de l'aumônier de Hart House à l'université de Toronto, et qui porte la date du 12 mai. Elle se lit ainsi qu'il suit:

Comme tout indique de plus en plus nettement que la famine qui sévit à Bihar et Madras atteindra un point critique vers la fin de mai, nous prions encore une fois le Gouvernement d'expédier immédiatement de fortes quantités de vivres à l'Inde, même au risque de diminuer nos propres approvisionnements. Nous prions le Gouvernement d'envoyer ces vivres pour des motifs humanitaires, indépendamment de toutes considérations d'ordre politique, en témoignage de nos bons sentiments à l'égard de nos frères du Commonwealth. Que ces vivres soient envoyés à titre gratuit ou à des conditions acceptables pour le gouvernement de l'Inde.

La lettre est signée par M. Patrick Daniel au nom du Comité des vivres pour l'Inde. Le nom des membres du comité figure sur un feuillet annexé. On y voit, entre autres, le nom de dignitaires de plusieurs des grandes Églises du Canada, de la Y.M.C.A., de doyens de facultés de l'université de Toronto et d'autres citoyens éminents. On lit ce qui suit à la deuxième page de la lettre:

Nous savons aussi qu'en théorie la situation du Canada est telle que nous n'avons pas d'autres disponibilités en blé. Mais notre souci, que nous croyons être celui d'un grand nombre de Canadiens, c'est de faire l'impossible pour procurer des vivres à l'Inde aussi rapidement que possible.

Les Canadiens, généreux et chrétiens, sont prêts à faire de grands sacrifices, s'il le faut, pour expédier des quantités considérables de vivres à l'Inde en vue d'y prévenir la famine. A mon avis, la seule chose qui empêche les Canadiens de le faire actuellement, c'est la politique d'indifférence du Gouvernement, qui ne semble pas vouloir donner à l'Inde de fortes quantités de vivres, ni prendre d'autres mesures nécessaires en vue de faire parvenir de grandes quantités de vivres au peuple indien.

En plus des arguments humanitaires, il y a des raisons idéologiques qui autoriseraient le Gouvernement à prendre toutes les mesures voulues afin d'aider à résoudre le problème.

Je crois que tous les députés, à quelque parti qu'ils appartiennent, sont au courant de la menace que présente le communisme à l'égard du monde libre. Si nous voulons protéger la démocratie telle qu'elle existe dans le monde aujourd'hui, si nous voulons donner de l'expansion à cette démocratie, il nous faut aider à assurer à tous les pays du monde libre le fondement économique sur lequel s'élève cette démocratie. A mon sens, la démocratie ne peut exister dans un pays où des millions de gens se voient menacés de la famine.

Ainsi donc, à part les raisons humanitaires, il importe, dans la lutte que nous livrons pour endiguer le communisme dans le monde entier, que le Gouvernement agisse maintenant en vue d'assurer au peuple de l'Inde de fortes quantités de vivres. Je prétends, monsieur l'Orateur, que le Gouvernement devrait accorder une subvention d'au moins 100 millions de dollars. Ce montant suffirait peut-être à l'achat d'environ 50 millions de boisseaux de blé.

Je sais que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut dire que nous avons offert à l'Inde une partie de la seule catégorie de blé dont nous ayons un excédent et que l'Inde a rejeté cette offre. Sauf erreur, la quantité de blé que le Canada a offerte à l'Inde était fonction du plan de Colombo et des 25 millions de dollars qu'il comporte pour nous. Le Gouvernement a dit que l'Inde pourrait accepter le blé et le vendre à ses citoyens